



MOTION SUR LES LOIS DITES DE « SÉCURITÉ GLOBALE » ET « CONTRE LE SÉPARATISME »

Conseil du Mouvement – 5 et 6 juin 2021

Dans un contexte récent de restriction des libertés et du renforcement des pouvoirs de l'Etat en lien avec les états d'urgence décrétés par les pouvoirs politiques en France mais aussi dans d'autres pays, Solidarités Jeunesses est interpellée par les contenus de la loi dite de « sécurité globale » et du projet de loi dit « contre le séparatisme ». Ces textes de loi prétendent renforcer notre sécurité tout en affirmant préserver nos libertés, et lutter contre le « séparatisme » tout en consolidant le respect des principes républicains. A l'inverse, la plupart des mesures proposées semblent d'une part aller dans le sens d'un renforcement du contrôle social et d'une restriction plus importante des libertés individuelles et collectives, dont associatives, et d'autre part alimenter une rhétorique de la peur – de l'altérité notamment, et affaiblir le contre-pouvoir citoyen. Ces constats nous interpellent. Cela ne traduit-il pas une forme de dérive autoritaire ? N'y a-t-il pas également un risque que cela renforce la montée des extrémismes ? Alors que les préoccupations d'ordre « sécuritaire » semblent omniprésentes dans l'agenda politique actuel, les questions de justice sociale et de justice environnementale sont malheureusement reléguées au second plan.

Solidarités Jeunesses en tant qu'acteur politique et militant tient à s'affirmer en tant que tel au-delà de ses actions. Après 100 ans d'expérimentation de construction de la paix, nous sommes inquiètes des réponses autoritaires, de la régression des libertés individuelles et de l'entrave à l'organisation de la société civile. Outre la démarche et la volonté individuelle des acteur·rices de notre Mouvement à devenir et à rester des citoyen·nes averti·es, nos actions associatives d'éducation populaire nous permettent d'être au fait des réalités de terrain. Ainsi conscient·es des problématiques sociétales, nous ne réfutons pas la nécessité d'une action gouvernementale, mais nous sommes en désaccord avec les solutions qu'elle propose aujourd'hui et la réponse qu'elle apporte face aux besoins sous-jacents qu'expriment les maux actuels de nos sociétés.

Au regard des dispositions prises par ces lois basées sur la peur, la division, l'individualisme, Solidarités Jeunesses souhaite valoriser et démontrer la portée de ses actions et leur capacité à créer du lien, provoquer la rencontre, le débat. Ainsi, nous réaffirmons le besoin d'avoir des espaces de rencontre ouverts et basés sur la confiance en toutes et tous, où l'attention à l'autre est cultivée et le collectif se nourrit de la diversité des individus pour avancer face aux difficultés. En ce sens, les délégations représentent des espaces-temps privilégiés de formation des consciences politiques et de développement de l'esprit critique, et doivent s'en

emparer pour favoriser la compréhension et l'engagement dans la vie politique locale, mais aussi nationale et internationale. Au sein de SJ, un travail d'explicitation et d'approfondissement de la conscientisation du caractère politique des actions menées doit être réalisé. En parallèle, il nous paraît nécessaire de concevoir davantage d'outils d'éducation politique et d'en faciliter la diffusion entre les délégations.

Malgré ces mesures qui nous contraignent à lutter contre une société sécuritaire, c'est davantage dans une perspective de lutter pour une société plus juste et solidaire, que nous souhaitons inscrire notre engagement. Alors que la concertation et la discussion semblent négligées durant l'état d'urgence, en particulier par les pouvoirs publics, nous pensons que les solutions émergeront en construisant, coopérant et travaillant ensemble. Il nous semble alors indispensable de faire ensemble avec les autres organisations de la société civile et d'investir davantage les espaces citoyens, réseaux politiques et associatifs qui partagent notre vision, afin de renforcer notre pouvoir d'agir collectif, et de faire-valoir les expériences issues de nos expertises respectives.